

# REGLEMENT SUR LES EMOLUMENTS DE LA COMMUNE MIXTE DE COURTEDOUX

- Base légale*
- Constitution jurassienne (RSJU 101) ;
  - Loi sur les Communes du 9 novembre 1978 (RSJU 190.11) ;
  - Loi sur les émoluments du 9 novembre 1978 (RSJU 176.11) ;
  - Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale du 24 mars 2010 (RSJU 176.21) ;
  - Règlement d'organisation de la commune mixte de Courtedoux du 25 février 2016

## I. Généralités

*Champ d'application*     **Article 1**  
Le présent règlement s'applique à la perception des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours.

*Principe de la perception*     **Article 2**  
<sup>1</sup> Selon la loi cantonale sur les émoluments, les autorités communales peuvent percevoir des émoluments et des taxes d'utilisation énumérées dans le présent règlement en contrepartie de leurs prestations et interventions. Elles ont droit, en outre, au remboursement de leurs débours.

<sup>2</sup> La prestation ou l'intervention de l'autorité peut consister dans la promulgation d'un acte administratif, l'octroi d'un avantage ou dans le prononcé d'une décision.

*Terminologie*     **Article 3**  
Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner les personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

*Assujettissement*     **Article 4**  
L'émolument, la taxe d'utilisation et les débours sont dus par qui a sollicité ou provoqué la prestation ou l'intervention de l'autorité.

## II. Définition des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours

*Emolument administratif*     **Article 5**  
L'émolument administratif est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention des autorités administratives.

*Emolument de chancellerie*     **Article 6**  
<sup>1</sup> L'émolument de chancellerie est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention de l'autorité n'exigeant pas de sa part un examen

ou un contrôle particulier.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument de chancellerie ne doit pas excéder 100 points.

*Taxe d'utilisation*

#### **Article 7**

L'émolument correspondant à l'utilisation particulière d'un service public communal est une taxe d'utilisation.

*Débours*

#### **Article 8**

<sup>1</sup> Les débours sont les frais occasionnés à l'autorité par l'accomplissement de sa prestation.

<sup>2</sup> Font notamment partie des débours, les indemnités de déplacement et de subsistance, les honoraires d'experts, les frais de traduction et de publication, les taxes postales et téléphoniques ainsi que toute prestation de tiers, émoluments et taxes cantonaux ou d'une autre autorité publique.

### **III. Mode de calcul**

*Principes généraux*

#### **Article 9**

Le montant des émoluments et des taxes d'utilisation se calcule conformément aux principes de l'égalité de traitement et de la proportionnalité.

*Principe de la  
couverture des frais*

#### **Article 10**

<sup>1</sup> Le produit total des émoluments administratifs ne peut, en principe, dépasser le montant total des charges de la branche administrative concernée. Celui-ci est constitué par la somme des dépenses et frais généraux débours déduits, engagés aux fins de procéder aux opérations rémunérées par un émolument.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument perçu dans un cas d'espèce doit correspondre dans la mesure du possible au coût de la prestation ou de l'intervention de l'autorité.

*Autres critères*

#### **Article 11**

<sup>1</sup> Dans les limites des principes énoncés aux articles 9 et 10 et des tarifs édictés, le montant de l'émolument administratif peut se calculer en fonction de l'intérêt économique du redevable à la prestation fournie. Il peut également être tenu compte de la capacité financière de ce dernier.

<sup>2</sup> Lorsque le domicile du redevable est extérieur à la commune et qu'il en résulte un surcroît de frais, le montant de l'émolument peut être majoré conformément au principe de la couverture des frais.

*Valeur du point;  
indexation*

#### **Article 12**

<sup>1</sup> Le tarif indique le montant des émoluments en points.

<sup>2</sup> La valeur initiale du point est déterminée par le Décret fixant les émoluments de

l'administration cantonale (RSJU 176.21).

<sup>3</sup> Le Conseil communal est habilité à indexer le montant des émoluments chaque fois que l'indice Suisse des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base : indice au 31 décembre 2015 : 100 points).

#### IV. Points des émoluments

Emoluments en  
points

##### Article 13

##### Emoluments administratifs :

<u>Police des habitants</u>	<u>points</u>
Permis d'établissement	15
Permis de séjour pour personne externe	15
Certificat d'origine	15
Certificat de bonne vie et mœurs	15
Attestation de domicile	15
Attestation de voyage enfant mineur	15
Attestations diverses	15
Frais de port pour envoi d'attestation	3
Attestation de départ	15
Attestation de vie, signature uniquement	0
Attestation de vie	15
Admission ou promesse d'admission au droit de cité communal pour les étrangers de moins de 25 ans	200
Admission ou promesse d'admission au droit de cité communal pour les étrangers de plus de 25 ans	500 à 1'000
<u>Duplicata</u>	
Document égaré	10
<u>Photocopies ou tirage</u>	
Photocopie A4	0.2
Photocopie A3	0.5
Photocopie couleur A4	1
Photocopie couleur A3	2
<u>Copie certifiée exacte</u>	
Photocopie A4, avec tampon ou sceau et signature (forfait par lot de 5 au maximum)	5
<u>Copie par courrier électronique</u>	
Document, dossier, etc.	0 à 10
Temps de préparation par heure	90 à 120

Rappel, sommation et autre procédure d'encaissement

1 <sup>er</sup> rappel	gratuit
2 <sup>ème</sup> rappel	15
Sommation	30
Autre procédure d'encaissement (poursuite, etc.)	frais effectifs

Successions

Procès-verbal de scellés	50
Pose et levée de scellés	100

Petits permis:

Taxe de base	80
Frais divers	15
Suivi des autorisations spéciales	25 à 50
Autorisation environnementale	50
Examen par la commission communale / entretien avec conseiller communal et/ou Maire	50
Traitement d'une dérogation communale	50
Traitement d'une opposition – séance conciliation	50 -150
Contrôle et visite des lieux	50
Annonce d'une installation photovoltaïque	20

Grands permis:

Taxe de base jusqu'à Fr. 100'000.-	100
De Fr. 101'000.- à Fr. 200'000.-	120
De Fr. 201'000.- à Fr. 300'000.-	140
De Fr. 301'000.- à Fr. 400'000.-	160
De Fr. 401'000.- à Fr. 500'000.-	180
De Fr. 501'000.- à Fr. 600'000.-	200
De Fr. 601'000.- à Fr. 700'000.-	220
De Fr. 701'000.- à Fr. 800'000.-	240
De Fr. 801'000.- à Fr. 900'000.-	260
De Fr. 901'000.- à Fr. 1'000'000.-	280
De Fr. 1'000'001.- à Fr. 1'250'000.-	310
De Fr. 1'250'001.- à Fr. 1'500'000.-	330
De Fr. 1'500'001.- à Fr. 1'750'000.-	360
De Fr. 1'750'001.- à Fr. 2'000'000.-	390
De Fr. 2'000'001.- à Fr. 2'500'000.-	420
De Fr. 2'500'001.- à Fr. 3'000'000.-	450
De Fr. 3'000'001.- à Fr. 3'500'000.-	480
De Fr. 3'500'001.- à Fr. 4'000'000.-	510
De Fr. 4'000'001.- à Fr. 4'500'000.-	540
De Fr. 4'500'001.- à Fr. 5'000'000.-	570
De Fr. 5'000'001.- à Fr. 5'500'000.-	600
De Fr. 5'500'001.- à Fr. 6'000'000.-	630
De Fr. 6'000'001.- à Fr. 6'500'000.-	650
De Fr. 6'500'001.- à Fr. 7'000'000.-	680
De Fr. 7'000'001.- à Fr. 7'500'000.-	710
De Fr. 7'500'001.- à Fr. 8'000'000.-	740

De Fr. 8'000'001.- à Fr. 8'500'000.-	770
De Fr. 8'500'001.- à Fr. 9'000'000.-	800
De Fr. 9'000'001.- à Fr. 9'500'000.-	830
De Fr. 9'500'001.- à Fr. 10'000'000.-	860
Plus de Fr. 10'000'000.-	1'000

Publications	Selon Journal officiel
Autorisation environnementale	100
Examen par la commission communale / entretien avec conseiller communal et/ou Maire	50
Traitement d'une dérogation communale	50
Traitement d'une opposition – séance de conciliation	50 - 150
Contrôle et visite des lieux	50

#### Dispositions communes aux petits et grands permis

Gestion des conduites / Polaris	selon facturation du bureau d'ingénieurs
Vérification de la conformité du permis (notamment gabarits)	selon facturation du bureau d'ingénieurs
Début anticipé des travaux	50
Prolongation de la durée de validité du permis	10
Modification en cours de travaux :	
- Cas simple, plus frais annexes effectifs	80
- Cas nécessitant une étude complémentaire plus frais annexes effectifs et temps de travail	100

#### Police des constructions

Intervention en cas de non-respect du permis ou des prescriptions en matière de construction :	
- Cas simple, émolument unique	100
- Cas nécessitant une intervention et une décision	200
- Vérification du permis par un bureau agréé	selon facturation du bureau d'ingénieur

#### Valeurs officielles

Extrait, copie	15
Fixation nouvelles VO, morcellement	30 à 60
Les frais facturés par le Service des contributions, Bureau des personnes morales, pour la fixation des valeurs officielles sont facturés en sus.	

<u>Divers</u>	<u>points</u>
Emolument pour renseignement institutions diverses	15
Extrait du registre des ressortissants/bourgeois/électeurs	25
Liste des électeurs avec détails du droit de vote	80

Emolument pour autorisation de creuser la route communale	30
Emolument divers	15
Recherche dans les archives (la 1/2h)	25
Photocopies de plans, cadastre, à l'échelle	15

Liste non exhaustive

## V. Perception

*Remise des émoluments*

### Article 14

Si la perception des émoluments entraîne une rigueur excessive pour la personne assujettie, le conseil communal peut y renoncer en partie ou en totalité.

*Encaissement*

### Article 15

<sup>1</sup> La commune facture immédiatement et en totalité les créances arrivées à échéance.

<sup>2</sup> La commune peut envoyer une sommation à la personne assujettie.

<sup>3</sup> Si celle-ci ne s'acquitte pas de la somme due, la commune procède à l'encaissement par les voies légales.

*Avertissement*

### Article 16

S'il est probable que l'accomplissement d'une prestation nécessitera une somme de travail particulièrement importante, il convient d'en avertir la personne assujettie avant de poursuivre plus avant le traitement de l'affaire et de la consulter s'agissant de la suite de la procédure.

*Echéance*

### Article 17

Les émoluments sont échus une fois la prestation fournie.

*Délai de paiement*

### Article 18

Le paiement des émoluments est échu dans un délai de 30 jours à compter de leur facturation. Les émoluments de moins de Fr. 30.– sont payés immédiatement.

*Restitution de l'indu*

### Article 19

<sup>1</sup> L'autorité restitue spontanément, l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours qui n'étaient pas dus ou qui ont été versés en trop.

<sup>2</sup> La demande de restitution et les contestations qui en résultent sont réglées conformément aux dispositions du Code de procédure administrative et aux autres prescriptions y relatives.

*Intérêt moratoire***Article 20**

A l'expiration du délai de paiement, un intérêt moratoire est calculé au même taux que l'intérêt hypothécaire au 1<sup>er</sup> rang de la Banque Cantonale du Jura.

**VI. Dispositions transitoires, pénales et finales***Disposition  
transitoires***Article 21**

Pour les émoluments, taxes d'utilisations et débours qui ne figurent pas dans le présent règlement, la Loi sur les émoluments, les décrets cantonaux portant application de ladite loi, les directives cantonales et les règlements communaux seront appliqués.

*Droit de recours***Article 22**

La Loi sur les communes du 9 novembre 1978 traite des dispositions relatives au droit de recours.

*Entrée en vigueur***Article 23**

Le présent règlement entrera en vigueur dès son adoption par l'assemblée communale et son approbation par le Gouvernement. Il abroge toutes les dispositions contraires de règlements antérieurs de la commune, notamment le règlement communal sur les émoluments du 16 juin 2014.

Ainsi délibéré et arrêté par l'Assemblée communale de Courtedoux le 19 septembre 2019.

Au nom de l'Assemblée communale

La Présidente :  
Sylvie Marchand



La Secrétaire :  
Karine Cerf

**Certificat de dépôt**

La secrétaire communale soussignée certifie que le règlement sur les émoluments a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale avec indication des possibilités de faire opposition.

Il n'a fait l'objet d'aucune opposition dans le délai de 30 jours après son adoption par l'assemblée communale.

La secrétaire communale  
Karine Cerf



377

ARRETE PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT SUR LES EMOLUMENTS DE LA  
COMMUNE MIXTE DE COURTEDOUX

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 2, alinéa 1, et 24, alinéa 2, de la loi sur les émoluments du 9 novembre 1978 (1),

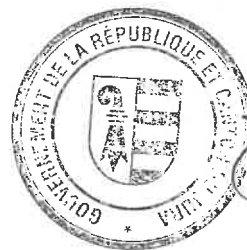
arrête :

Article premier Le règlement sur les émoluments de la commune mixte de Courtedoux, adopté par l'assemblée communale le 19 septembre 2019, est approuvé.

Art. 2 <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

<sup>2</sup> Il est communiqué :

- au Conseil communal de Courtedoux ;
- au Département des finances ;
- au Juge administratif ;
- au Délégué aux affaires communales (3 ex.).



Adopté en séance du Gouvernement

12 NOV. 2019

  
W. Docourt  
Chancelière d'Etat